Quel impact du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières sur l'économie égyptienne ?

L'Égypte est un partenaire commercial important du bloc européen, 1^{er} importateur des exportations égyptiennes d'acier, d'aluminium et d'engrais. La future instauration par l'UE d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) fait peser un risque de perte de compétitivité pour l'industrie égyptienne alors que près de 20 % des exportations en valeur de l'Égypte vers l'UE pourraient faire l'objet d'une taxe carbone d'ici 2026. La prise de conscience est réelle tant du côté du régulateur financier, qui vient d'adopter des résolutions pour une meilleure prise en compte de l'environnement (rapports ESG, marché carbone), que de la part des industriels égyptiens. L'effort de décarbonation est cependant inégal entre les entreprises et laisse anticiper une segmentation de l'offre entre des produits dit « verts » et leurs équivalents carbonés. L'export d'électricité et d'hydrogène vert représente un axe de développement prometteur pour l'Égypte.

Une industrie égyptienne inégalement impactée par le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières

Mise en place progressive d'une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne dès 2023

¹Le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQUE) est un système d'échange de crédit-carbone couvrant la production d'électricité et de chaleur, les secteurs industriels à forte intensité énergétique et l'aviation en Europe. Sa réforme (réduction des émissions de 62 % d'ici 2030 par rapport à 2005 pour les industries énergivores, suppression progressive des quotas gratuits pour les entreprises) est nécessaire pour permettre à l'UE d'atteindre son objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050.

En juin 2022, l'Union européenne a proposé un **paquet législatif (Fit for 55)** afin d'atteindre ses objectifs climatiques : une **réduction de 55 %** des émissions de gaz à effet de serre d'**ici 2030** et la **neutralité carbone** à l'horizon **2050**. En **décembre 2022**, les institutions européennes ont ainsi annoncé une **réforme du marché carbone** de l'UE (SEQUE)¹ ainsi que la **mise en place** progressive d'un **mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF)**². Les importateurs de **fer et d'acier, d'aluminium, de ciment, d'engrais, d'électricité, d'hydrogène** et potentiellement de **polymères** et de **produits chimiques organiques** commenceront à faire l'objet d'une **taxe carbone** en 2026, ainsi que **tous les biens** couverts par le SEQUE d'ici **2030**. Si le pays d'origine applique déjà un prix carbone, seule la différence devrait être **acquittée**. Dès 2023, une **période de transition** sera instaurée durant laquelle les importateurs européens auront l'**obligation** de déclarer les **émissions** relatives à la **production** du **produit importé**.

De larges pans de l'économie égyptienne particulièrement vulnérables à la mise en place du MACF

La **forte intensité carbone** de son économie (884 grammes de CO₂ par USD, respectivement 4 fois le niveau de l'UE et 1,5 fois le niveau mondial) et la structure de ses exportations (principalement des matières premières) rendent l'Égypte particulièrement **exposée**. L'UE est un **partenaire commercial majeur** pour l'Égypte : en **2021/22** près de **30 %** (12,6 Mds USD) des **exportations** égyptiennes été **destinés** au **marché européen**. A partir de **2026**, jusqu'à **20 %** des exportations égyptiennes feront donc potentiellement l'objet d'une **taxe carbone**. L'UE est le **premier marché d'exportation** du **fer et de l'acier** (55 % des exportations en valeur en 2021), de **l'aluminium** (49 %) et **d'engrais** (33 %) égyptiens. En outre, le renforcement des besoins d'importations de l'UE en

² Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) est une législation destinée à imposer un prix du carbone sur certains produits importés fabriqués par des entreprises hors d'Europe, conçue pour encourager les entreprises des pays tiers à se décarboner tout en empêchant les entreprises européennes de transférer leur production industrielle à forte émissions en dehors de l'UE.

gaz, engrais et métaux et la nécessité de trouver de **nouvelles sources d'approvisionnement** à la suite de la guerre en Ukraine, sont de nature à encourager l'Egypte à accroître ses exportations vers l'UE. Ainsi, selon le Conseil égyptien des exportations de produits chimiques et d'engrais, les exportations de **fertilisants** vers l'Europe ont **triplé** en **2022**. A plus long terme, si la Banque mondiale estime que la mise en œuvre du MACF par l'UE devrait avoir un **impact limité** sur l'**économie égyptienne** dans son ensemble³ (une **baisse des résultats financiers** des entreprises égyptiennes et du **volume du commerce extérieur** de respectivement **2,6 %** et de **0,3 %** d'ici **2030**), certains **secteurs d'activités** seront **substantiellement impactés**, la Banque mondiale avançant une **demande européenne en combustibles fossiles** diminuant à **l'horizon 2030** : les recettes d'exportation du **gaz**, de la transmission d'**électricité** (à date nulles, mais faisant l'objet de plusieurs projets d'interconnexion), du **pétrole** et des **produits chimiques** (dont les engrais) pourraient respectivement diminuer de **15 %**, **8,3 %**, **4,3 %** et **4 %** d'ici 2030.

[Une décarbonation de l'outil industriel égyptien nécessaire pour s'adapter à cette nouvelle contrainte](#)

[La réglementation évolue pour imposer aux entreprises une plus grande prise en compte des enjeux environnementaux](#)

La mise en œuvre du MACF demandera dès 2026 aux **producteurs** de faire **certifier** le bilan carbone des biens exportés selon les normes européennes par un **consultant indépendant**. La communauté d'affaire égyptienne s'inquiète ainsi du **surcoût** dont devront s'**acquitter** les entreprises et d'un alourdissement des démarches **administratives**. Si les **systèmes de reporting ESG** sont encore **peu diffusés**, l'**Autorité de régulation financière** égyptienne (FRA) a publié en 2021 une **réglementation** exigeant que les entreprises **cotées** à la **Bourse égyptienne** (EGX) soumettent des **rapports ESG** (les producteurs d'acier et d'engrais Ezz Steel et Abu Qir Fertilizer sont ainsi concernés). De même, alors qu'il n'existe pas à date de **marché carbone** en Egypte, sa **création** a été annoncée lors de la **COP27** (la bourse égyptienne, la Banque agricole d'Egypte et Libra Capital ont signé le 6 novembre 2022 un accord visant à créer une entité chargée d'**émettre des crédits carbonés**). En proposant dès l'été 2022 des

amendements à la **loi sur les marchés de capitaux**, la FRA ouvre la voie à l'**échange de certificats de carbone** sur la bourse égyptienne d'ici mi-2023.

[Une décarbonation encore partielle de l'industrie, portée pour l'heure par les grands groupes égyptiens et les multinationales](#)

Plusieurs producteurs locaux d'acier dont **Ezz Steel**, principal producteur d'acier en Egypte mais aussi Beshay Steel et Suez Steel utilisent **majoritairement des fours à arc électriques**, technologie ayant un **impact carbone bien plus faible** que les **hauts fourneaux** (dont dépend encore **72 %** de la **production mondiale**). En outre, la liquidation début 2021 de l'entreprise d'Etat Egyptian Iron & Steel Company, **lourdement endettée** et **très polluante**, témoigne d'une conscience gouvernementale de la nécessité d'augmenter la **compétitivité** de ses participations. La filière égyptienne des engrais est **bien positionnée** pour faire face au déploiement du MACF et de **premiers projets « verts »** commencent à se **matérialiser** (les autorités ont ainsi **inauguré** lors de la COP27 la **mise en service** partielle d'un projet de production d'ammoniac vert pour l'industrie des engrais). Cependant, le risque d'une **segmentation** de marché – et donc d'une décarbonation seulement partielle – n'est pas à écarter : la production de **fertilisants verts**, jugée bien **trop coûteuse** pour le **marché domestique** par les acteurs du secteur, serait exclusivement réservée à des **marchés d'export** tandis que les **produits carbonés** continueraient d'alimenter le **marché intérieur**.

[L'export d'électricité et d'hydrogène vert comme axes de développement des exportations égyptiennes à terme](#)

L'Egypte fait de l'export d'**électricité verte**, de **gaz** et d'**hydrogène vert** vers l'Europe, la pierre angulaire de sa stratégie énergétique pour les années à venir, cela alors que la **demande** pour ces produits **augmentera** en Europe (l'**UE** à elle seule vise l'**importation de 10 millions de tonnes d'hydrogène vert d'ici 2030**) et que l'Egypte bénéficie d'**avantages compétitifs** en la matière (faible coût du renouvelable, positionnement géographique proche de l'Europe). En outre, l'Egypte dispose d'un **excédent électrique** important (près de 25 GW) ainsi que d'une **solide réserve** de projets solaires et éoliens (signature de protocoles d'accord lors de la COP27 pour le développement de 40 GW).

³ Résultats obtenus à partir du modèle d'équilibre générale ENVISAGE. Plus de détails sont disponibles dans le rapport *Egypt* –

Country climate and development report (nov. 2022) de la Banque mondiale.

Cependant, des accords de **wheeling** devront être mis en place pour **labéliser** cette production **comme verte** – et ne **pas faire l'objet** d'une taxe carbone aux frontières de l'UE – alors que les **énergies fossiles** (gaz et fioul) représentent encore **88 %** du **mix électrique** égyptien.

La mise en place progressive d'un MACF dès 2026

/	Secteurs couverts par le MACF	Obligations légales	Exportations égyptiennes couvertes par le MACF
2023-2026	/	Obligation de déclarer les émissions relatives à la production du produit importé	/
2026-2030	Fer et d'acier, aluminium, ciment, engrais, électricité, hydrogène et possiblement polymères et produits chimiques organiques .	Achat par les importateurs de certificats en fonction des émissions de carbone associées ; Producteurs devront certifier leurs données par un consultant indépendant.	1,9 à 2,6 Mds USD en 2021 (16 à 22% des exportations)
A partir de 2030	Pétrole brut et produits pétroliers, produits chimiques inorganiques, gaz industriels, caoutchouc synthétique et métaux non ferreux		8,45 Mds en 2021 (jusqu'à 60% des exportations)

Source : Commission européenne, SE du Caire

Antoine COSSON

Attaché sectoriel infrastructure et développement durable

antoine.cosson@dgtresor.gouv.fr